

Réponses de J.Wajnsztein avec l'appui d'éléments factuels et mis en forme sur des questions autour de l'augmentation du temps de travail à l'heure de l'inessentialisation de la force de travail. Nous reprenons l'idée de la rubrique du Monde sur internet qui décortique des affirmations plus ou moins trompeuse du débat public.

Mon Cher Jacques,

C'est après bien des hésitations - et surtout me sentant bien velléitaire vu mon très faible niveau d'implication politique actuel - que je te pose cette question qui me titille après t'avoir lu :

Pourquoi selon toi la bourgeoisie française ne cesse de vouloir augmenter le nombre d'heures de travail par tête alors que celui-ci « s'inessentiellerait » ?

Avec mes inessentiels compliments, merci d'avance.

Alain

Bonjour à tous,

Je suggère de se référer au livre de Pietro Basso consacré à la durée du temps de travail dans l'histoire du capital (*Temps modernes, horaires antiques. La durée du travail au tournant des millénaires*, Page deux, Lausanne, 2005))

Celui-ci montre que la tendance n'est pas à la diminution du temps de travail, basée sur une élévation de la productivité, par extraction de la plus-value relative. Bien au contraire, surtout dans la période post-fordiste, le capitalisme tant dans les États centraux que dans les États périphériques (délocalisations) s'évertue à accélérer l'extraction de plus-value absolue, valorisant le capital par le maintien et même l'augmentation de la durée du temps de travail. Salut à tous,

Ph. B.

Quelques points qui ne répondent pas immédiatement à ta question, mais donnent le cadre d'argumentation :

- la loi El Khomri et surtout le rapport Badinter sont en train d'acter une fin du travail au sens où il a été entendu jusqu'à maintenant à travers le « système » du salariat. C'est-à-dire le travail au sens strict mais avec, en toile de fond implicite, le modèle du travail productif marxiste.

C'est cette conception du travail qui se dissout progressivement dans des ensembles plus flous, de l'emploi professionnel à l'emploi indéterminé, d'une durée fixe de la vie active à une activité tout au long de la vie incluant formation, stages, périodes de chômage. Tout un ensemble de zones grises qui ne correspondent plus au blanc et noir du travail et du non travail. En fonction de ces transformations, les projets actuels tendent à remettre en question le code du travail au profit d'un code de la personne en activité. Cela ne correspond pas seulement à une idéologie patronale puisque cette idée est avancée aussi par des représentants de l'État à travers les rapports qui sont commandés à des experts (Badinter, Combrexelle), par des syndicats comme la CFDT qui a acté depuis au moins trente ans une crise du travail ou même par la CGT et son idée de parcours professionnels sécurisés et enfin par des représentants des intermittents du spectacle qui sont allés jusqu'à proposer leur propre réforme de régime spécial comme alternative aux dernières propositions patronales et gouvernementales remettant en cause leur statut.

Les projets de revenu universel vont dans la même direction et prennent de l'importance parce qu'une autre porte de sortie semble bouchée tant qu'il n'y a pas une véritable reprise de type nouveau cycle ascendant de Kondratiev permettant de croire encore à une croissance vertueuse du type de celle des Trente glorieuses¹. Voir aujourd'hui la votation en Suisse et des essais de mise en œuvre pratique dans l'Ontario et à Toronto ou à Utrecht aux Pays-Bas. Cela apparaît alors comme une solution par défaut pour ne pas dire de facilité. En effet, elle n'est pas prise au niveau de l'entreprise mais de l'État ou des municipalités, contrairement à ce que nécessiterait la mise en place d'une baisse très forte de la durée du travail de façon à ce qu'elle ne soit pas compensée par une intensification proportionnelle du travail de façon à résorber le chômage. Elle possède aussi l'avantage de n'être ni une mesure spécifique de droite ou de gauche puisqu'elle recouvre aussi bien des aspirations libertariennes que libertaires ; enfin, elle apparaît aussi comme une solution post-moderne dans la mesure où elle est portée parfois par des entreprises high tech de la Silicon Valley bien conscientes du rôle qu'elles jouent à l'origine de cette remise en cause du travail salarié. C'est en effet à qui voudra « se placer » pour exploiter les possibilités de « retour sur investissement » à tirer des nouvelles activités expérimentales dont elles s'imaginent être à l'origine ou porteuses (cf. le journal Le Monde daté du 5-6 juin 2016).

- dans le même ordre d'idées, le WEF (World Economic Forum) de Davos fait état des

effets probables de la quatrième révolution industrielle dans les pays comme les EU, l'Allemagne, la France, la Chine et le Brésil, à savoir une perte estimée à 5 millions d'emplois sur 5 ans et globalement à la possibilité, de supprimer 47% des postes de travail sans incidence majeure sur la production. Ce rapport reprend en fait les études de Frei et Osborne (Oxford) qui ont d'ailleurs été fortement contestées, mais pas forcément pour des bonnes raisons, par d'autres chercheurs qui tablent, eux plutôt, sur une fourchette basse de 10 % d'emplois supprimés. Difficile de démêler l'écheveau car les fractions décisionnelles du capital ne s'accordent même pas sur les effets de cette nouvelle révolution industrielle et il faudrait aussi ramener ces chiffres à des données nettes puisqu'il y a bien parallèlement de nouvelles embauches même si c'est en moindre nombre.

Le seul point d'accord est sur le paradoxe de Solow : on retrouve mal une correspondance pourtant attendue entre introduction des nouvelles technologies et gains de productivité. Mais cela ne pousse personne, et surtout pas les économistes marxistes, à remettre en cause la pertinence des outils et indicateurs, alors ...

Ces chiffres ne sont de toute façon, pour le moment, que des estimations avec fourchette basse et fourchette haute et elles sont sujettes à plusieurs interprétations... qui ne convergent pas forcément : tout d'abord, le plus probable, c'est que ces suppressions correspondent en grande partie au processus de substitution capital/travail. Si ce processus est ancien puisqu'il resurgit à chaque grand cycle d'innovation, il a longtemps été compensé (cf. A. Sauvy et la théorie du déversement de l'emploi d'un secteur en déclin dans un secteur en expansion). Le problème, c'est que ce déversement semble moins fort aujourd'hui ; ensuite, on doit tenir compte du fait que nous sommes dans une phase où les forces productives ne tournent pas à pleine capacité (priorité à la capitalisation sur l'accumulation et la production ; situation de « reproduction rétrécie » avec le phénomène de concentration par fusions/acquisitions d'abord, par rachat de leurs propres actions ensuite). Logiquement cela devrait s'accompagner de licenciements massifs, mais le phénomène est freiné semble-t-il parce que de nombreux salariés au statut garanti sont en fait gardés au chaud pour ne pas les perdre si une phase de forte reprise s'amorçait ; enfin, on peut supposer qu'il existe des réserves importantes de productivité et/ou un volume de travail dont l'insuffisance ne serait jugée que conjoncturelle, ce qui amènerait les entreprises à ne pas trop se découvrir en termes de stocks d'emplois considérés comme une ressource humaine assimilable à du capital fixe².

Donc, pour conclure sur ce point, sauf retournement brutal de conjoncture, la tendance à la destruction d'emplois désignés comme productifs devrait s'accroître

Mais ce processus de destruction d'emplois aurait, par contre, une grosse incidence au niveau de la reproduction des rapports sociaux. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles certains postes ne sont pas supprimés dans l'industrie, ou alors que les départs en retraite ne font pas l'objet de d'embauche ; de la même façon que tout un tas d'autres postes dans les services ou les gains de productivité pourraient encore être importants. Ainsi, des blocages politiques ont grandement retardé le passage aux caisses automatiques dans les supermarchés dans un pays comme la France qui est pourtant le pays qui a le plus automatisé les postes dans les services en supprimant très tôt les guichetiers et autres poinçonneurs du métro, des péages, les pompistes, les grooms dans l'hôtellerie, etc). Ces mesures de modernisation technocratique giscardienne ont largement contribué à une montée du chômage.

Le capitalisme reste un rapport social. Il n'est pas un « capital automate ».

Toutefois, cette tendance à la substitution capital/travail dans les services prend une nouvelle ampleur en Europe dans la mesure où elles ne touchent plus essentiellement des services anciens correspondant finalement à des emplois qui n'ont jamais été considérés comme valorisants et d'avenir, mais au contraire les secteurs qui ont été les plus créateurs d'emplois quand le secteur tertiaire est devenu le plus important numériquement (banques, assurances). Il faudrait voir dans le détail, mais cela m'étonnerait que, sur ces postes, il y ait des projets d'augmentation de la durée du travail.

De toute façon, nous n'en sommes pas au stade de dégager des vérités. Tout juste peut-on essayer de dégager des tendances et libre à nous après d'en tirer une conceptualisation et des conclusions provisoires.

- cette situation, contrairement à ce que sous-entend Philippe n'est pas propre aux capitaux dominants, mais concerne aussi les pays « émergents » et la Chine. Ainsi, les dernières déclarations des dirigeants chinois font état de la mise en place d'une nouvelle politique de robotisation qui conduit à détruire massivement des emplois sur leur territoire. Ce n'est plus le temps maoïste de l'homme comme « capital le plus précieux » et là encore il ne sera pas question d'augmenter la durée du travail, mais bien au contraire de se rapprocher des critères occidentaux, suraccumulation néo-stalinienne obsolète et unification progressive des modes de vie obligent. L'Inde avait déjà changé de politique il y a bien longtemps où après avoir refusé longtemps les ordinateurs vu leurs main d'œuvre disponible, ils ont construit Bangalore et fournissent les plus grands informaticiens au reste du Monde.

Nous ne pouvons que constater que l'efficacité propre du capitalisme est celle de l'économie

de temps de travail sur le long terme et ce n'est pas parce que c'est contredit par les exemples de Philippe que cette tendance n'est pas prédominante. Marx nous a assez dit que la tendance était contredite par des contre-tendance pour qu'on puisse profiter de son agilité dialectique !

Tout ça pour dire que finalement sur ces points, un auteur comme Rifkin avait finalement vu plus juste que nous. Nous faisons par exemple, à l'époque la différenciation entre inessentialisation de la force de travail et fin du travail. Nous rejetons cette dernière idée parce que nous pensions, finalement, que le salariat et le travail comme valeur allaient rester au centre de ce que nous n'appelions pas encore la « société capitalisée ». Le travail comme valeur en dehors de la valeur-travail en quelque sorte ! Un travail-fonction³ comme nous le disions, à la suite de Camatte et de la revue Invariance d'ailleurs. Un travail-fonction effaçant les anciennes distinctions entre travail productif et travail improductif d'une part, puisqu'à la limite tout devient productif pour le capital (position partagée aussi par Théorie Communiste) ; entre travail mort et travail vivant d'autre part au sein d'une vaste combinatoire (Camatte) rendant impossible tout calcul de productivité du travail (cf. les travaux de l'économiste marxiste Ph. Zarifian sur ce point, in La nouvelle productivité, L'Harmattan)).

En rapport avec le fait du peu d'utilité pour le capital de maintenir aujourd'hui une armée industrielle de réserve, nous accordions aussi à ce travail une fonction disciplinaire (« le travail aux ordres » disions-nous) au sein d'un ordre économique et social semblant avoir perdu toute cohérence ou rationalité globale. Je suis maintenant plutôt porté à penser que nous nous sommes trompés ou plus exactement que notre théorie critique est en retard⁴. En effet, il se trouve que le capital cherche d'autres solutions à ses apories et tend à « dépasser » le travail. Bien sûr comme nous l'avons dit plusieurs fois le capital ne « dépasse »⁵ rien vraiment, il recycle et englobe, mais il n'empêche qu'il se prépare à de grandes manœuvres sur le front de l'emploi et la question des revenus (cf. la question de l'ubérisation du travail et ses effets non seulement sur le système du salariat, mais sur les fondations mêmes de ce qu'on appelle encore « société » même si on l'affuble de l'adjectif capitalisée).

- ceci dit, quand nous parlons d'inessentialisation de la force de travail ce n'est pas de la « fin du travail » dont nous parlons, mais de son impact sur la valorisation du capital. Je ne vais pas reprendre ici notre critique de toutes les théories de la valeur ni développer notre idée « d'évanescence de la valeur »⁶. Tout ça se trouve aisément sur notre site quand nous expliquons pourquoi nous abandonnons justement l'analyse en termes de valeur (toutes les analyses en termes de valeur et pas seulement celle de la valeur-travail) pour en revenir aux prix. Cette critique des métaphysiques de la valeur nous paraît être la meilleure façon de comprendre justement l'écart entre la baisse de

« valeur » de la force de travail (sa part dans la production de « plus-valeur » globale déclinant) et son prix (le salaire) rigide à la baisse⁷. Un prix d'autant plus rigide que le coût qu'il représente n'est plus compensé en partie par l'inflation, comme c'était le cas pendant les Trente glorieuses. Augmenter le nombre d'heures travaillées est donc un moyen indirect de faire baisser relativement ce prix quand il est difficile de le faire baisser directement et cela peut se faire ponctuellement en fonction de la conjoncture ou alors dans le cadre de délocalisations, mais ce n'est pas la tendance séculaire et parier sur une inversion de tendance apparaît très risqué en l'état actuel des choses (cf. infra, notre annexe statistique).

Dans la société capitalisée, les prix stratégiques (et le salaire en est un) sont pour la plupart des prix administrés car soit ce sont des prix politiques soit ce sont des prix oligopolistiques (prix de cartel). Le capital en tant que totalité ne peut être pensé en dehors de l'Etat au niveau national et en dehors de ce que nous avons appelé le niveau I de la domination, celui de l'hypercapitalisme au niveau mondial. Les prix de marché, c'est-à-dire ceux que les entreprises subissent en tant que « preneuses de prix » concernent surtout les entreprises des niveaux II et III (sous-traitance, PMI) alors que celles du niveau I (FMN et grandes entreprises publiques ou privées) sont maintenant « faiseuses de prix car elles sont intégrées. En dehors de son bien fondé historique que nous ne discuterons pas ici, l'aporie théorique de la transformation des valeurs en prix de production est résolue en pratique quand les valeurs et prix sont pré-validés par les logiques de puissance (Etats stratèges, Firmes multinationales) et les marchés financiers.

Annexe : quelques éléments de statistiques

De 1998 à 2013 voici l'évolution du nombre moyen d'heures travaillées salariées à temps complet :

Années 1998 2013

Belgique : 1900 H 1760 H

Allemagne : 2025 H 1850 H

Espagne : 1940 H 1800 H

France : 1920 H 1660 H (depuis, cette durée a encore baissée pour la France en tombant à 1646 H en 2015)

Italie : 1900 H 1760 H

RU : 1960 H 1900 H

Qu'en déduire :

- le temps de travail par tête continue à baisser de partout en Europe de l'Ouest
- Sauf au RU et en Espagne, il n'y a pas d'inflexion de courbe indiquant un futur changement de tendance
- si on ajoute à cette baisse générale du travail à temps complet le fait que l'extension des temps partiels subis comme choisis, n'est pas comptabilisé ici dans ces chiffres, cela renforce encore la tendance à la baisse. Par contre, la prise en compte de ces temps partiels rééquilibre les données vers des moyennes très proches : la France pays qui travaille le plus en temps complet est aussi celui qui travaille le moins en temps partiel et avec une durée de temps partiel la plus élevée. (c'est l'exact inverse pour les pays scandinaves et aux Pays Bas, même si je n'ai pas mentionnés les chiffres précis dans mes colonnes). Cela a bien sur une conséquence sur le différentiel de chômage. Contrairement à l'idée courante d'une « préférence française pour le chômage » qui serait imputable aux salariés, on a plutôt affaire à une préférence française pour le travail au sens traditionnel du terme. Patronat et salariés semblent d'accord pour ne concevoir comme travail que le « vrai travail » et non pas le « job », comme « vrai » travail que celui qui est à temps plein et en CDI. Cela se remarque dans les entretiens d'embauche mais aussi dans le fait que plus la qualification est élevée, plus il est difficile d'obtenir un temps partiel et moins il est proposé.
- l'effet 35 H n'est donc pas une aberration française mais une tendance lourde que connaissent tous les pays à capitaux dominants. Le temps de travail baisse avec l'augmentation de la productivité quoiqu'on pense de son mode de calcul. La productivité française par tête est d'ailleurs l'une des plus élevées de l'Europe des 27 (source, Eurostat).

Au cours du XXème siècle la productivité horaire du travail a été multipliée par 13,6 et la durée du travail a baissé de 44 % (source, le marxiste Michel Husson dans « le grand bluff de la robotisation », in A l'encontre, la Brèche, le 10/06/2016). Ces chiffres sont confirmés d'ailleurs par une source plus officielle, celle de l'OCDE dans un article : « Automatisation et temps indépendant dans une économie numérique » (2016). Seulement, cette baisse a été moins forte en rythme depuis le milieu des années 1980. Si on veut continuer malgré tout à raisonner avec des outils statistiques officiels même inadaptés, cela s'explique par une baisse relative de gains de productivité de cause multifactorielle que je ne développerais pas ici.

- dans la demande d'Alain il est question de temps de travail en général mais comme je pense que c'est en bon marxiste orthodoxe qu'il me la pose, je subodore derrière tout ça une question plus précise sur le « travail productif ». Or, celui-ci n'apparaît pas dans les statistiques officielles. Néanmoins, il faut savoir que le temps de travail industriel continue de décliner dans les pays industriels sauf en Allemagne et en Italie (- 8 % en 2015 pour la France) et c'est pourtant dans ces pays dominants que se réalise la plus grande partie de la valorisation du capital et non pas dans les « nouveaux ateliers du monde ». L'objection souvent faite par Henri Simon à cette baisse de l'emploi industriel qui ne serait qu'un camouflage statistique dû à l'externalisation vers le tertiaire ne tient pas puisque cette externalisation vise surtout des activités de stockage, de nettoyage et de restauration qui n'avaient rien d'industrielles mais qui étaient traditionnellement classées dans le secondaire par localisation de l'activité et non par définition de la nature de la tâche en question. Du point de vue du travail productif (qui n'est pas le mien), on peut même dire que la nouvelle classification est plus juste ou moins fautive !

La seule objection recevable est celle en provenance de l'intérim qui reste une filière productrice d'activités majoritairement industrielles même si c'est en train de changer là aussi et que de toute façon cette filière représente toujours une très faible proportion de l'emploi salarié total.

JW

1. □ Sur la théorie des cycles, on peut se reporter à la note 84 de Après la révolution du capital (p. 149-151). [↩]
2. Si le capital n'a plus besoin d'une armée industrielle de réserve extérieure à la production parce que définitivement surnuméraire du point de vue productif et dont la présence ne peut avoir un effet que dans le rapport de force défavorable aux travailleurs qu'elle produit, par contre le capital a besoin de réserves internes au sein de sa structure entrepreneuriale, réserves qui ne se confondent pas avec son utilisation conjoncturelle de l'intérim comme facteur de flexibilité (cf. les théories du capital humain et de la ressource humaine).. [↩]
3. Plus ou moins dégagé de son rapport à un travail concret et donc à un « temps de travail ». D'où là encore l'idée que le revenu ne peut plus être lié à un travail concret. Marx voyait la solution dans le fait que tout serait réductible à des quantités de travail simple alors que tout va être réduit à du temps abstrait. Ce que le capital achète c'est un droit de commandement sur la capacité de travail en général devenue ressource humaine ou force surnuméraire. [↩]
4. Cette reconnaissance est explicite dès la fondation de la revue Temps critiques. Nous

ne cherchons pas à refonder une théorie communiste car elle n'a plus de sujet pour la porter et que ses échecs sont trop patents. En conséquence la théorie critique qui s'élabore perd le caractère d'anticipation qui était celui de la théorie. C'est sa limite, mais ça n'enlève rien à sa nécessité. [↔]

5. J. Guigou et moi-même avons essayé de théoriser ce point en revenant à la question de l'Aufhebung chez Hegel et Marx et en critiquant la remise en cause de cette dialectique dans les thèses post-modernes en vogue aujourd'hui (à paraître chez l'Harmattan à l'automne). [↔]
6. Cf. les intuitions de Marx dans les Grundrisse, intuitions bien plus actuelles aujourd'hui qu'à l'époque de la manufacture ; puis les thèses de Thorstein Veblen et John Dewey à la fin du XIXème et début du XXème selon lesquelles les capitalistes allaient s'appuyer de plus en plus sur des actifs intangibles (brevets, licences, connaissances) et ainsi s'approprier la source essentielle des profits futurs (la connaissance) et enfin aujourd'hui, les théories contemporaines de la croissance endogène ou celles sur le capital cognitif. Ce qui n'était pas prévu par compte c'est que le développement du general intellect et son appropriation capitaliste entraîne une tendance à l'abolition du salariat par le capital. Bien sûr, c'est encore une tendance lointaine et minoritaire à l'échelle mondiale mais qui fait déjà partie des projets dans les cartons (cf. la sixième édition du sommet du WISE (World Innovation Summit of Education) en novembre 2014 au Qatar et le rapport de l'IDE (Institut De l'Entreprise) sur l'employabilité (source : Médiapart, le 30/12/2014). [↔]

Cette rigidité est bien remarquable dans les chiffres qui suivent : - en France, le pouvoir d'achat (revenu disponible brut) a augmenté de 0,7 % en 2014 et de 1,7 % en 2015. Cela est à corriger des variations démographiques ce qui ramène la hausse à 0,1 % et 1,1 %. Le niveau d'inflation étant très bas, il y a tout au plus stabilisation du salaire et du pouvoir d'achat et non régression massive comme pendant la grande dépression des années 1930. Mais cette stabilisation est trompeuse car elle représente une moyenne et elle ne rend pas compte d'un creusement des inégalités entre les différentes fractions de salariés. D'autre part la plupart des travailleurs « productifs » au sens marxiste du terme sont partis en retraite à 60 ans cette année (environ 500 000) bénéficiant de mesures spécifiques. L'allongement du temps de travail durant toute la vie ne les concerne donc pas spécialement même s'ils ne bénéficient plus des conditions exceptionnelles obtenues par les travailleurs des anciennes forteresses ouvrières dans les années 1970-1990. Les « seniors » ayant aujourd'hui d'énormes difficultés à retrouver du travail (nous en comptons dans nos rangs !), cet allongement ne concerne réellement que les fonctionnaires ou assimilés donc ce qu'on appelait les

improductifs. Le but de cet allongement n'est d'ailleurs pas vraiment de les faire travailler plus longtemps, mais de baisser le coût des retraites par répartition et d'accélérer un mixage avec la capitalisation.

- en Allemagne, le coût du travail reste en hausse constante (dernier chiffre : + 3, 1%, premier trimestre 2016) et pose des problèmes pour attirer les investissements étrangers et des problèmes de compétitivité car cette progression serait supérieure à l'augmentation officielle de la productivité du travail. [↔]